

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Impasse social-démocrate

Rien ne va plus pour les gouvernements Schröder et Blair. A la mésentente de ces dernières années entre sociaux-démocrates allemands (SPD) et les grandes centrales syndicales du pays s'est substituée, il y a quelques jours, une guerre ouverte. L'adoption d'une contre-réforme de l'assurance-chômage qui fragilise davantage la situation de celles et ceux qui subissent les effets de la crise, en est la cause. Ce conflit s'ajoute à la désertion des rangs du SPD de nombreux militants, notamment dans les fiefs du parti de la Ruhr, et le rejet du social-libéralisme rhénan par une partie croissante des couches populaires lors des scrutins électoraux. Résultat: la droite et les post-communistes se renforcent.

Scénario comparable en Angleterre. Les récentes élections européennes ont infligé au Parti travailliste (LP) un échec retentissant. C'est que le néolibéralisme tendance «blairiste» a provoqué une importante prise de distance des syndicats et de l'électorat traditionnel du «Labour». Résultat: les successeurs de Margaret Thatcher et les «libéraux» progressent tout comme le maire de Londres, Ken Livingstone, jadis exclu du LP pour «gauchisme», défenseur des services publics et récemment gracié par sa majesté Tony B.

Morale de l'histoire: quand la social-démocratie assume le rôle que jouent les démocrates aux Etats-Unis, c'est-à-dire celui de l'aile social-libérale d'un grand parti unique formé ensemble avec la droite, elle perd. C'est ce que semblent avoir compris, du moins en apparence, les socialistes français. Le soir de leur victoire aux européennes, Laurent Fabius, leader de la droite socialiste, revendiquait, sans rougir, le maintien d'EDF en tant qu'entreprise et service entièrement publics. Attitude opportuniste, certes, mais qui indique qu'une cure d'opposition ferait du bien aux camarades allemands et anglais. Réd.

Le 14.03.1981, le POP, le PSV, les JSV, le PSO (ex-LMR) et le SSP-Vaud organisent une journée d'études et de débats sur l'écologie à la maison du peuple à Lausanne. Cette affiche de l'époque – comme toutes celles qui illustrent notre dossier – provient des fonds du Musée historique de Lausanne.



© MUSÉE HISTORIQUE DE LAUSANNE

DOSSIER

Verts plus rouges, rouges plus verts?

A l'heure où la construction d'une nouvelle centrale nucléaire est revendiquée par les «barons du courant» helvétiques et où les organismes génétiquement modifiés (OGM) suscitent des débats passionnés, l'écologie revient au premier plan. Elle l'a déjà été une fois lorsque dans les années 1980 la catastrophe de Tchernobyl avait provoqué de vives inquiétudes parmi les populations européennes tout en accélérant la montée électorale des partis écologistes récemment fondés. La gauche traditionnelle, qui avait défendu l'énergie atomique au nom du progrès technologique, commençait alors également à se réorienter. Aujourd'hui, sur la plupart des combats mettant en cause des questions liées à l'environnement, socialistes, verts et extrême-gauche tirent, du moins en Suisse, à la même corde. C'est que la principale confrontation a désormais lieu avec des milieux économiques soumettant l'avenir de la planète à leurs impératifs de profit.

Dans le dossier de ce numéro, *Pages de gauche* apporte des éclairages de gauche sur l'écologie. Premièrement, l'histoire des verts suisses et de leurs perspectives est retracée tout en parlant de leurs rapports avec les socialistes et de leur base électorale. Dans un deuxième temps, des articles se penchent sur les conditions d'un indispensable tournant écologique et sur l'effet emploi d'une réorientation énergétique. Suit une analyse de l'état actuel de la question nucléaire qui propose aussi des alternatives existantes au «tout atomique». En troisième lieu, les OGM, fer de lance d'un capitalisme agraire version George Orwell, sont abordées tant du point de vue des multinationales qui les commercialisent que de leur impact sur l'environnement. Enfin, nous terminons sur les quelques lignes programmatiques du combat écologique d'une gauche suisse consciente que sans socialisme, l'écologie restera un slogan mangé à toutes les sauses.

> Suite du dossier en pages 5 à 12

Enfin le cinéma suisse marche (au pas)!

Vous aurez sans doute entendu parler de «Achtung fertig Charlie». Nul besoin de reprendre le film à zéro. Rappelons donc la trame en deux mots: Antonio, fils d'immigré italien, s'apprête à se marier, mais est contraint par deux policiers de se rendre de suite à Frauenfeld, où il est censé accomplir son école de recrues. C'est dans ce décor que le spectateur a le privilège de rire à une série de gags d'une hilarité stupéfiante: une recrue rebelle cache des photos pornos sous sa bible, et une autre se fait voir aux toilettes avec... une poupée gonflable, pendant que son petit copain se tire un petit joint en douce. Lamentable. Attristant.

Mais le pire n'est pas là. Avant son passage discret (voire invisible) ici en Romandie, ce film a rencontré un succès tonitruant de l'autre côté de la Sarine: plus de 500 000 spectateurs (record des 25 dernières années battu), soit troisième score au box-office derrière «Finding Nemo» et «Matrix Reloaded». En Suisse romande on en attendait en vain 30 000. «Mais im Bundeshaus» de Jean-Stéphane Bron, deuxième au classement des entrées de films suisses en 2003, avait fait un peu moins de 84 000 entrées. L'Office fédéral de la Culture se montre satisfait: le record de spectateurs pour des films suisses a été battu (plus d'un million d'entrées soit 5,95 % de parts de marché...), alors que le Département de la défense, lui, tout comme l'UDC, dénonçait l'image salie de notre chère armée suisse. Le film n'est pourtant pas subversif pour un sou, malgré ce qu'il veut bien nous faire croire.

Mais rassurez-vous, il y a mieux encore. Le film du Zürichois Mike Eschmann -

son prénom semble indiquer une origine anglo-saxonne, ce que son séjour outre-Atlantique pour suivre une école de cinéma (!) paraît confirmer - a reçu des subventions substantielles: 480 000 francs, alors que son financement était déjà assuré par des privés (Nokia, Swisscom entre autres), et que sa distribution était prise en charge, pour la première fois en Suisse, par une major américaine (Buena Vista). Pour se donner une idée, «Paul s'en va» d'Alain Tanner a perçu 300 000 francs. Le film est par ailleurs distribué en Autriche et en Russie. Le titre en Russe, «Armejsky Pirog» signifie «Un petit gâteau pour l'armée», ce qui n'est pas sans rappeler l'opus «American Pie», qui a sûrement inspiré notre concitoyen: gags fabriqués sur mesure pour adolescents boutonneux, musique punk rock californienne à faire fuir un sourd, et idéologie aux relents pseudo comiques éminemment douteuse: notre héros immigré italien de deuxième génération parle le schwitterdütsch avec un accent risible à dessein.

Voilà, une page de l'histoire du cinéma suisse s'est peut-être tournée. Nos confédérés ainsi que nos concitoyens «cinéastes» ont peut-être enfin saisi que notre production cinématographique rachitique a besoin de telles «œuvres» pour avoir une légitimité internationale, et se sont finalement rendu compte que le modèle américain est un modèle certes contestable, mais qui marche, lui. Et le pire est à venir: un autre film «du crû» est en préparation: il s'appellera «Sternenberg». On se réjouit.

Mathias Schaer et Rebecca Ruiz

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-

Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

Comité :

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Sentier.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Impasse social-démocrate
- 2 Enfin le cinéma suisse marche (au pas)!
- 3 Femmes au bord de la crise de mère
- 4 Le conflit des plâtriers-peintres en Suisse alémanique
- 4 Justice fribourgeoise; un relais surprenant du neoliberalisme
- 5 à 12 Dossier: Verts plus rouges, rouges plus verts?
- 13 La BCV et le Conseil d'Etat face à ses juges parlementaires
- 14 Nicaragua: une autre conception de la solidarité
- 15 Culture - Ils l'ont dit...
- 16 La dernière - Agenda



Femmes au bord de la crise de mère

Le questionnement sur la maternité est au cœur de l'émancipation féminine. A l'occasion des votations du 26 septembre prochain, petit retour sur la portée et les enjeux du débat féministe contemporain sur la maternité.

Au XX^{ème} siècle, les certitudes ont fait place au doute. En finir par exclure la maternité du champ de la nécessité biologique et de l'instinct maternel, affirmer son existence de femme sans la maternité, a retenti comme l'un des bouleversements les plus profonds pour la culture occidentale. Si la complexité demeure, plusieurs éléments ont permis de parvenir à cette libération de la contrainte de reproduction.

L'ANNONCE FAITE À MARIE

En 1949, *Le Deuxième Sexe* réinterroge les évidences millénaires, s'en prend à la sexualité féminine brimée, aux avortements sordides, au statut misérable de la célibataire, à celui pitoyable de la femme stérile, à celui infâme de la lesbienne, sans parler de la dépendance de toutes les autres... En première ligne de ces analyses : la maternité. Face à la maternité subie, exclusive, aliénante, Simone de Beauvoir offre aux femmes le message le plus libérateur qu'elles n'aient jamais eu à entendre. Antienne la plus radicale, la plus scandaleuse et la plus magnifiquement jubilatoire qu'on leur ait jamais adressé, la simplicité de son mot d'ordre «on ne naît pas femme, on le devient» démontre que ce que l'on entend par «nature féminine» doit plus à la représentation patriarcale de la femme qu'à la nature des femmes elles-mêmes. Une nature qui sert de faire-valoir à une politique sexuelle oppressive. En d'autres termes, la philosophe établit que les dispositions biologiques à la fécondité ne supposent pas que des statuts discriminatoires (épouse, mère au foyer, ménagère, etc.) s'ensuivent. En anéantissant l'argument naturaliste de la mystique féminine et maternelle et de son éternel, Beauvoir marque le début du déclin patriarcal triomphant.

AU LABEUR DES MÈRES

En 1970, l'arrivée de la pilule et de l'avortement avec la médicalisation et la légitimation de ces pratiques offrent aux femmes une maîtrise de leur fécondité. En leur accordant le droit à disposer de leur corps, la pilule contribue à changer la condition des femmes dans la société. Si elle les aide à concilier vie familiale et vie professionnelle, cette évolution évidente est plus lourde encore de sens. Françoise Héritier l'a démontré, la domination masculine est avant tout le contrôle, l'appropriation de la fécondité de la femme, au moment où celle-ci est féconde. Entre la capacité de procréer et le fait de procréer s'interpose cette domination. Afin d'assurer une reproduction régulière – et bien souvent totalement outrancière – il a fallu organiser socialement ce que l'on a appelé «l'exposition maximale des femmes au risque de grossesse». Ainsi, le mariage est institué comme le moyen le plus sûr d'imposer la régularité et la fréquence de cette exposition des femmes à la grossesse ainsi qu'à l'ensemble du cycle de reproduction. Une institution qui suppose l'engagement moral – ou sa confirmation sociale – des femmes à procréer et qui met en évidence que la reproduction est un travail socialement organisé qui peut s'analyser comme tout rapport de production. Du coup, les féministes radicales conçoivent la maternité comme lieu d'oppression, de dépendance affective et financière. Les plus matérialistes refusent quant à elles même de problématiser l'expérience de la maternité. Les féministes égalitaristes demandent alors un réaménagement des responsabilités à l'égard des enfants pour parvenir à l'égalité des chances. Avec elles, naît le modèle de la femme qui peut tout concilier.

En 1980-1990, le discours sur la maternité se relativise. Renonçant aux thèses collectivistes, les courants différentialistes reviennent sur la réalité affective des femmes. Teintée d'essentialisme, la maternité se resacralise et se hisse au rang de thème majeur des femmes. Des «fémelléistes» conçoivent la maternité comme acte de création identitaire, proposent une réflexion sur le corps, lieu de différence. Un peu partout, y compris dans les milieux de gauche, on persiste à ériger à nouveau la maternité en valeur suprême. A contre-courant, Elisabeth Badinter prolonge la pensée beauvoirienne et analyse la bisexualité psychique de l'identité. Loin d'être une construction du patriarcat, la féminité, comme la masculinité, appartient aux deux sexes. C'est la fin du carcan des rôles imposés, l'être humain est duel et cette reconnaissance est la condition de sa liberté. Maternité et paternité changent de statut et ne se conçoivent plus de la même façon. Le patriarcat disparaît au profit du père. Les mauvaises mères, celles qui n'allaitent pas, qui tuent leurs enfants, les Folcoches, sont enfin reconnues.

UNE REVANCHE FÉMINISTE SUR LA MATERNITÉ ?

La maternité et sa place dans la vie des femmes a considérablement évolué. Les femmes ont repris à leur compte l'impératif d'autonomie que Beauvoir préconisait sans pour autant jamais être totalement dissuadées d'exercer des fonctions maternelles. Toutefois dans les faits, la régression est visible et de nouveaux enjeux sociaux émergent. Les femmes actives apparaissent insidieusement comme responsables de l'éclatement de la famille actuelle. Bien que soumises à de nouvelles formes de travail très brutales (travail sur appel, sous-statuts dans les entreprises, sous-salaires, etc.), de nombreuses femmes persistent à intérioriser une conception positive de leur double identité de mère et de travailleuse au point d'en taire les contraintes. Face à ces discours de régression et après l'échec de la loi sur la maternité le 19 juin 1999, ce que ces femmes pourraient gagner le 26 septembre 2004 est en ce sens une revanche.

Cesla Amarelle

LA «NATI» AU PORTUGAL, C'ÉTAIT...



Le conflit des plâtriers-peintres en Suisse alémanique

Le conflit des plâtriers-peintres en Suisse alémanique est révélateur du durcissement des positions patronales.

Passée largement inaperçue en Suisse romande, la renégociation de la convention collective dans la branche du second œuvre des plâtriers-peintres de Suisse alémanique, du Tessin et du Jura (environ 15'000 personnes concernées) a donné lieu à un des conflits de travail les plus importants de ces dernières années en Suisse.

Fin avril, les négociations entre les délégations syndicales et patronales, après d'importantes mobilisations des ouvriers, avaient finalement abouti à une nouvelle CCT prévoyant l'introduction progressive de la retraite à 62 ans sur le modèle de ce qui avait déjà été négocié en Suisse romande. L'enjeu de l'âge de la retraite est tout à fait central dans un tel secteur professionnel, où les

salariés qui atteignent l'âge légal de la retraite sans problème de santé sont très peu nombreux. Cependant, l'assemblée des délégués de l'Association suisse des entrepreneurs plâtriers-peintres (ASEPP) a rejeté le résultat des négociations. Ce refus patronal, sous l'impulsion d'entrepreneurs proches de l'UDC, était surtout motivé par la volonté de ne rien concéder aux syndicats.

Suite au refus patronal, d'importantes mobilisations et des actions de grève furent organisées par le SIB fin mai. Même si de nombreux employeurs se sont distancés de la position de l'association patronale, l'issue du conflit est encore incertaine, les milieux patronaux ayant même refusé la médiation du SECO.

RISQUE DE CHAOS EN CAS DE VIDE CONVENTIONNEL...

Dans une branche qui bénéficiait jusqu'alors de l'extension du caractère obligatoire de la CCT, imposant ainsi à toutes les entreprises des conditions de travail similaires, le risque est grand qu'en cas de vide conventionnel, on assiste à une forte détérioration des conditions de travail. Ces menaces se sont déjà concrétisées dans certaines entreprises alémaniques. Dans une telle situation qui profite aux entrepreneurs alémaniques, le SIB a invité les adjudicateurs publics et privés romands à assumer leur responsabilité sociale en refusant de solliciter des entreprises alémaniques dans leurs appels d'offres.

En outre, l'entrée en vigueur de la libre-circulation des personnes avec l'Union européenne

ne fera qu'accentuer les risques de «dumping salarial» et la détérioration des conditions de travail dans la branche. En effet, outre le recours possible à du personnel étranger mal payé par des entreprises suisses, les entreprises étrangères risquent également de concurrencer les entreprises suisses avec des conditions de travail inférieures à la norme de la CCT.

LES CONTRADICTIONS DE LA DROITE ET DES MILIEUX PATRONAUX

Au niveau politique, les partis bourgeois favorables à une élévation de l'âge de la retraite soulignent constamment que pour les métiers difficiles il faut trouver des solutions de branche négociées entre partenaires sociaux. Cependant, dès qu'il s'agit de trouver des solutions concrètes, les milieux patronaux s'opposent constamment à de telles mesures. L'introduction de la retraite anticipée dans le secteur de la construction avait déjà donné lieu à un conflit similaire et à une vive opposition de l'association patronale. Sans la forte mobilisation du SIB, aucune solution n'aurait pu être trouvée.

AM

Justice fribourgeoise; un relais surprenant du neoliberalisme

Le 25 février 2003, la direction de l'entreprise de services en logistique Logista SA, sise à Givisiez (périphérie de Fribourg), annonçait par courrier à ses 107 salarié-e-s qu'elle baissait leurs salaires de 5%. En cas de refus, le directeur Joseph Vonlanthen les menaçait de licenciement. Face à cette mesure brutale, les salarié-es de Logista ont décidé de mesures de lutte proportionnées: ils ont mandaté le syndicat FTMH - soutenu par le SIB, Unia et la FCTA - pour organiser un arrêt de travail dans leur entreprise. L'action s'est déroulée le 14 mars au matin, 4 heures durant.

Suite à cette action, sept secrétaires syndicales se trouvent aujourd'hui menacé-e-s d'une condamnation pénale pour «contrainte» et «violation de la pro-

priété privée»; ceci alors qu'elles-ils agissaient sur mandat des salarié-e-s de Logista, pour protéger leurs droits face à l'arrogance patronale. La justice les traite, et les considère à présent comme de simples délinquant-e-s!

C'est une dérive d'impudence: elle relève d'une criminalisation des mouvements luttant pour les droits des travailleurs-euses. Une criminalisation qui se développe rapidement. A Fribourg, le cas Logista n'est qu'un exemple: plusieurs peines ont été prononcées à l'encontre de militants syndicaux lors de cortèges ou de manifestations et ceci pour des motifs qui demeurent risibles ou sans crédit: un défilé s'écartant de quelques mètres du tracé initial, quelques affiches et tracts disposés sur des lieux publics, une colonne de

voitures bloquée quelques minutes en ville. Notons que Fribourg s'illustre également dans la répression du mouvement de sans-papiers: donnez-leur nourriture et abri, la justice du canton se fera fort de vous mettre «illico» à l'amende (9 Fribourgeois-e-s en ont fait les frais, dont un député socialiste au Grand-Conseil!). Cette répression n'est cependant pas le fait unique du canton de Fribourg. A Lausanne, les tribunaux inquiètent les collègues militant-e-s, une fois encore pour un cortège quelque peu débordant; à Genève, c'est la liberté même de manifester que l'on nie. Autant d'épreuves pour le monde syndical suisse mais autant de preuves que la justice de notre pays se fait l'écho fidèle des préoccupations patronales.

Lors de négociations, les délégations patronales inactivent les syndicats de manière répétée sur leur devoir de garantir la Paix du travail. Une sollicitation qui ne trouvera plus aucune consistance au sein des milieux syndicaux si, d'une part, les patrons persévèrent dans leurs dénonciations systématiques et si, d'autre part, la justice s'entête à jouer le jeu pervers et anti-démocratique d'une économie crassement libérale et craintive à toute opposition contrecarrant sa vision unilatérale du monde.

Les grèves, les débrayages, les manifestations de masse, les rassemblements populaires; voilà autant d'actions qui demeurent du ressort des syndicats et sur lesquelles la foule des travailleurs-euses compte pour exprimer publiquement sa grogne et ses revendications. Que l'on brime cette faculté d'expression et c'est l'explosion de violence qui menace!

Xavier Ganioz

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Gauche et écologie : stratégie commune ou convergence de fonds ?

«Les directions du Parti écologiste et du Parti socialiste suisses se sont rencontrées le 19 juin à Berne pour un entretien approfondi. [...] Une collaboration plus étroite est indispensable et souhaitée de part et d'autre, afin de pousser les réformes nécessaires dans le domaine social et sur le plan écologique, afin aussi de mieux combattre les projets de démantèlement que poursuit la droite dans de nombreux domaines cruciaux pour l'avenir de notre pays.» Ce communiqué de presse est paru le 26 juin dernier, au moment où nous terminions notre dossier. Il précise que la coopération dont il est question se matérialisera par quatre séances de rencontres par an entre les directions des deux partis.

Au delà de cette coopération institutionnalisée, l'écologie est un thème central d'un programme de gauche. D'abord parce que la qualité de vie est une richesse – même si elle n'est pas quantifiable – et qu'il incombe de porter une attention particulière à sa répartition sociale. Ensuite parce que l'écologie est radicalement la revendication d'un mode de vie alternatif, responsable, libéré des diktats d'une société de consommation: l'écologie n'est pas la célébration d'un inexorable triomphe de la nature sur l'humain, mais la mise à l'échelle humaine des conditions d'existence d'une société.

POUR UNE RÉPARTITION SOCIALE DE LA QUALITÉ DE VIE

Le système économique dans lequel nous vivons est incapable de résoudre ses propres contradictions. Dans le domaine de l'environnement comme dans celui de la répartition des richesses il crée des déséquilibres et des logiques qui ne peuvent être résolues que par l'intervention politique. Lorsque les exigences de profit structurent le monde, la nature et les travailleurs en pâtissent: les conditions dans lesquelles les salades sont cultivées au sud de l'Espagne, par des travailleurs immigrés marocains illégaux pour des salaires de misère sont à l'image des ruisseaux détruits par les pesticides et remplis de bâches de plastiques: dégueulasses. Et les causes des malheurs des uns sont celles de la situation des autres.

A l'échelle mondiale, l'agriculture est de plus en plus intégrée au modèle capitaliste. Les problématiques agricoles ne font donc que s'accroître dans ce domaine, en matière de transports, ou d'OGM, par exemple.

Les acquis environnementaux ne sont pas plus intangibles que les acquis sociaux, en Suisse comme ailleurs. Aujourd'hui il est question ici de nouvelles centrales nucléaires, de réductions des subsides alloués à l'entretien forestier, de limites au droit de recours des associations écologiques. Autant de mesures qui auraient été

inimaginables il y a vingt ans, lorsque l'on défilait contre la mort des forêts, pour sortir du nucléaire, pour améliorer le cadre de vie...

SANS TOURNANT ÉCONOMIQUE, PAS DE TOURNANT ÉCOLOGIQUE

Certes, les Verts sont devenus en Suisse une force politique de poids, plutôt ancrée à gauche dans le jeu électoral. Mais le parti écologiste est traversé de plusieurs courants. Certains verts proviennent de l'extrême gauche, comme Anne-Catherine Ménétreay, ancienne militante du POP. D'autres, comme Daniel Brélez, l'actuel syndic de Lausanne, sont issus de mouvements écologistes qui ont témoigné d'une certaine distance aux valeurs de la gauche. Ils défendent et

appliquent aujourd'hui sans rechigner les plans d'austérité, ces «petits sacrifices», réclamés par la droite. Certains écologistes n'hésitent pas à se réclamer du libéralisme, à l'instar de quelques « pseudo-réalistes » zurichois et saint-gallois qui viennent d'annoncer la création d'un nouveau parti écologiste de droite.

Pour être durable et concrète, l'alliance politique entre gauche et écologie suppose aujourd'hui que les forces de gauche – écologistes compris – considèrent l'extension des acquis environnementaux comme nécessaire tout en sachant que sans changement de système économique, ces acquis demeurent marginaux.

Olivier Longchamp



Trente ans de luttes écologistes

Durant les années 1950, l'écologie n'est qu'un thème marginal. Deux organisations fondées avant 1914 – le «Heimatschutz» et la Ligue...

6

Les Verts ont le vent en poupe

Le succès de l'UDC lors des élections nationales d'octobre 2003 a en partie occulté le succès historique remporté par le parti écologiste suisse...

7

Pas de tournant écologique sans socialisme

L'accès à un environnement sain est une nécessité pour l'homme et la préservation d'un cadre naturel propice à la vie est un devoir...

8

Énergie nucléaire: éléments pour un débat politique

Rappelons une caractéristique essentielle des activités nucléaires, civiles ou militaires. Une réflexion à leur égard...

9

BayerMonsantoSyngentaSA: OGM en jeu

Introduites au milieu des années 1990 dans l'agriculture nord-américaine, les semences transgéniques (notamment soja, maïs, coton...

10

Le dessous des OGM

Sur le plan agronomique, deux caractéristiques ont été développées, seules ou combinées: la tolérance à certains herbicides, et la toxicité vis à vis de certains parasites...

11

Pour un programme de réformes énergétiques

Pendant longtemps, la Suisse se considérait comme une sorte de champion de l'écologie. Sans être entièrement fautive...

12

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Trente ans de luttes écologistes

Entre conservatisme et société alternative, les mouvements écologistes ont débouché sur la création d'un parti aujourd'hui intégré au jeu politique.

1950-1960, UNE ÉCOLOGIE CONSERVATRICE

Durant les années 1950, l'écologie n'est qu'un thème marginal. Deux organisations fondées avant 1914 – le «Heimatschutz» et la Ligue pour la protection de la nature – sont en Suisse les plus importantes associations de défense de la nature. Elles comptent à elles deux quelque 75'000 membres, mais pratiquent une politique de défense de l'environnement centrée autour de la protection des sites historiques ou culturels et des curiosités naturelles. Leur idéologie, largement inspirée de la défense spirituelle mise à l'honneur pendant la deuxième guerre mondiale, vise avant tout à exalter l'image d'une Suisse immuable. L'article constitutionnel sur la protection de la nature et du paysage accepté en 1962 est d'ailleurs largement inspiré de cette vision conservatrice de la défense de l'environnement: en glorifiant le mythe d'une Helvétie traditionnelle, il s'agit de nier la modernité d'une société de consommation en plein essor et

d'escamoter les rapports de production pour désamorcer toute critique gauchisante du système économique dominant.

Quant aux quelques lois de protection de la nature votées à l'époque – comme par exemple la loi sur la protection des cours d'eau en 1953 – elles se révèlent vite dépassées et incapables de freiner les contraintes croissantes auxquelles est soumis l'environnement.

1970: LE REJET DE LA CROISSANCE

Les années 50 et 60 avaient forgé en Suisse un consensus autour d'un système de développement économique basé sur la croissance: de celle-ci dépendait à la fois la place de choix des principaux secteurs économiques helvétiques et le développement du bien-être individuel. Le mot d'ordre «sans croissance, pas d'extension de l'Etat social» liait la gauche – et tout particulièrement le PSS – à l'idéologie d'une exploitation maximale des ressources naturelles. Les nouvelles autoroutes

ou la destruction des centre-villes passaient pour des preuves de progrès, garantes d'emploi.

Les mouvements écologistes qui se forment après 1968 dans le sillage du rapport du Club de Rome s'articulent d'abord autour du rejet de cette idéologie du bétonnage. La revendication d'un mode de vie alternatif, l'espoir d'un retour à un rapport plus sain avec la nature, la volonté de remplacer la croissance du niveau de vie par la croissance de la qualité de vie, et l'engagement en faveur de la décentralisation sont les traits caractéristiques d'une infinité de petits mouvements – parfois organisés à l'échelle d'un quartier – qui se développent pour s'opposer à des projets concrets et revendiquer une prise en compte politique du rapport de l'homme à son environnement. Souvent proches de la gauche alternative, ils se manifestent pour la première fois à l'échelle nationale avec l'occupation de Kaiseraugst (voir encadré).

ANNÉES '80: L'INTÉGRATION PROGRESSIVE DE L'ÉCOLOGIE DANS LE CHAMP POLITIQUE

L'écologie connaît un double mouvement durant les années 1980: D'un côté, le mouvement écologiste se distancie de plus en plus des milieux progressistes ou alternatifs qui se radicalisent ou s'étiolent. Il s'institutionnalise, comme en témoigne la création d'une fédération nationale des partis écologistes en 1983, absorbe des acteurs politiques issus des partis traditionnels de gauche mais également de droite – comme l'ex-radical Leni Robert à Berne – et adopte les conventions et les symboles classiques du jeu politique. D'un autre côté, les enjeux écologiques sont reconnus et défendus par des couches sociales de plus en plus large. 30'000 personnes défilent

ainsi à Berne le 5 mai 1984 pour protester contre la mort des forêts.

Cette ambivalence transparait dans le succès de l'initiative de Rotenthurm en 1987, qui allie un objectif écologique – la sauvegarde de marais – à l'antimilitarisme – le rejet d'un projet de place d'armes. Les désastres de Tchernobyl en 1986 et de Schweizerhalle en 1987 apportent un crédit certain aux thèses écologistes, qui sont aussi de plus en plus intégrées dans les programmes des partis traditionnels. Les succès du moratoire nucléaire en 1990 marque sans doute le point culminant des succès écologistes.

UNE FORCE PROPOSITIONNELLE RÉDUITE DANS UN CONTEXTE DE CRISE

Le nombre d'initiatives visant des objectifs écologistes – par exemple l'opposition à une extension des routes nationales – avait été en très nette augmentation durant les années 1980 et de plus en plus de mesures vertes avaient été adoptées dans les zones urbaines, comme par exemple l'extension des zones piétonnes. L'avenir semblait vert, comme en témoignaient les succès importants remportés par les écologistes aux élections fédérales de 1987. La crise des années 1990 contribue à diminuer l'audience accordée aux principes écologistes, tout en permettant de faire croire à un tournant en matière de politique environnementale: la délocalisation des industries sous d'autres cieux, par exemple, «invisibilise» les conséquences environnementales de notre mode de vie. Un vrai tournant écologique reste aujourd'hui encore à l'ordre du jour.

L'OCCUPATION DE KAISERAUGST

En avril 1975, dans la campagne argovienne, débute l'occupation d'un terrain voué à la construction d'une centrale nucléaire. Elle attire des milliers de participants et dure 75 jours. Amplement médiatisée et très populaire, elle est l'aboutissement – à un niveau sans précédent jusqu'alors – de la formulation politique du rejet du modèle de développement économique fondé sur une croissance ininterrompue. Mais c'est aussi la revendication d'un mode de vie alternatif qui apparaît, et, dans les formes, la concrétisation de valeurs «subversives»: l'occupation met en effet en avant l'auto-organisation, la vie communautaire, le rejet de structures hiérarchisées et une large participation.

Les projets de construction de centrale nucléaire à Kaiseraugst sont finalement abandonnés au cours des années 1980. Mais dans l'intervalle, les mouvements écologistes ont subi une profonde transformation qui se caractérise par une institutionnalisation et une perte relative de leur caractère rebelle.

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Les Verts ont le vent en poupe

Forts de leurs récents succès électoraux, les Verts sont devenus un parti incontournable du paysage politique helvétique.

Le succès de l'UDC lors des élections nationales d'octobre 2003 a en partie occulté le succès historique remporté par le parti écologiste suisse. Avec 7.6% des suffrages exprimés, celui-ci confirmait en effet sa place de premier parti politique non gouvernemental. Un résultat d'autant plus important que les résultats des verts aux élections nationales stagnaient autour de 5% depuis 1987. Parmi les électrices vert-e-s, plus de femmes que d'hommes, plus de jeunes que de retraités, plus de personnes résidant en milieu urbain que rural. Parmi celles et ceux qui votent vert, les personnes ayant un niveau de formation élevé et un niveau de vie plutôt aisé sont surreprésentées.

Difficile d'analyser la récente percée du parti écologiste : il semble qu'elle soit plutôt imputable à une certaine façon de faire de la politique qu'à une résurgence de fond des préoccupations ou des thématiques de défense de l'environnement. Alignant quelques têtes d'affiches et des candidat-e-s qui passent pour des «Monsieur-Madame-tout-le-monde», les Verts ont su se donner l'image d'un parti désintéressé, neuf et crédible. Les Verts semblent donc avoir réussi une transition politique qui n'était pas évidente voici une quinzaine d'années, à une époque où beaucoup pensaient que l'écologie n'était qu'une mode qui passerait.

L'ÉCOLOGIE, UN MODE DE VIE ?

Mais un autre élément mérite d'être souligné : dans un monde où les enjeux politiques paraissent toujours plus déconnectés de la vie de tous les jours, les thématiques écologistes semblent très lisibles. Dans une étude réalisée au cours des années 1990 en Suisse, on notait ainsi que 90% des personnes interrogées jugeaient que les clivages entre écologistes et automobilistes étaient forts ou très forts, alors que 65% des personnes interrogées seulement jugeaient les clivages

entre gauche et droite de même. Plus qu'à un programme politique, serait-ce aux préoccupations quotidiennes des citoyens que les Verts doivent leurs succès ?

L'ÉLECTORAT DU PSS SENSIBLE À L'ÉCOLOGIE

Ce n'est pas une surprise, les thématiques écologistes rencontrent un écho plus favorable auprès des électrices et des électeurs du PSS que de ceux des autres partis gouvernementaux : une enquête récente a ainsi montré que 24% des électrices socialistes avaient approuvé le contre-projet Avanti – un chiffre malgré tout élevé –, alors que cette proportion tourne autour de 45.6% pour les électrices de l'UDC, de 41% pour les radicaux et de 25% pour le PDC.

Olivier Longchamp

Sources :

*Cfs-Bern (divers rapport);
www.admin.ch; R. Lévy (dir.),
Tous égaux? Zurich, Seismo, 1997.*



VERTS ET SOCIALISTES: UN LENT RAPPROCHEMENT

Pendant longtemps, les socialistes suisses et européens ont pris acte avec distance et une certaine méfiance de l'évolution des Verts. Leur combat contre l'énergie nucléaire – alors que les socialistes la soutenaient très largement au nom du progrès technologique jusqu'aux années 1980 et pour certains bien au-delà – ainsi que la concurrence électorale qui commençait à se faire sentir dès la fin des années 1970 rendaient les rapports entre les deux mouvements politiques peu cordiaux.

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl, l'intégration d'anciens militants verts dans les rangs des PS tout comme la prise en compte croissante des problématiques environnementales dans la politique des socialistes allaient cependant amorcer un lent changement. Parallèlement, on assiste à l'arrivée des Verts dans les parlements – dont le futur syndic lausannois, Daniel Brélaz, premier écologiste européen à siéger dans un parlement national en 1979.

Or, ce qui dans les faits rapproche le plus les deux courants politiques est l'exercice conjoint du pouvoir. En Suisse, des expériences de ce type prennent forme à l'échelle municipale dès la fin des années 1980 (Lausanne, Genève, Berne, Zurich pour ne citer que quelques exemples) et le bilan global qu'il est possible de tirer apparaît positif. En France, entre 1997 et 2002, Verts et socialistes se retrouvent dans le gouvernement de la gauche plurielle de Lionel Jospin. Sans provoquer des heurts majeurs, des divergences se sont néanmoins manifestées à plusieurs reprises – notamment en matière de politique nucléaire.

En Allemagne dès 1998, l'alliance rose-verte du chancelier Schröder se consolide rapidement au niveau des élites de parti. Cependant, ce rapprochement au sommet accentue les tensions au sein des Verts entre «fondamentalistes» et «pragmatiques». Lors des congrès, la direction est exposée à deux reprises – sur la question de la sortie du nucléaire et celle de l'envoi de troupes allemandes en Afghanistan – aux critiques acerbes de son aile gauche. Une musique, bien connue des socialistes, s'empare également des Verts. Celle de la difficulté de faire correspondre perspective programmatique et responsabilité gouvernementale.

PhMü

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Pas de tournant écologique sans socialisme

L'écologie et le socialisme sont nés des conséquences du capitalisme forcené. Et l'un ne va pas sans l'autre.

L'accès à un environnement sain est une nécessité pour l'homme et la préservation d'un cadre naturel propice à la vie est un devoir de notre génération à l'égard des générations futures. L'écologie est donc intrinsèquement liée à tout programme socialiste : à quoi cela servirait-il de créer une société plus juste dans un monde invivable? Quel sens aurait un meilleur salaire, si l'eau qui sort du robinet de la cuisine n'est pas potable? S'il faut payer pour accéder à un environnement sain dès lors réservé aux riches? La nature, la santé, le cadre et la qualité de vie sont des biens sociaux dont le capitalisme est incapable de calculer la valeur ou de garantir la pérennité. Le socialisme se doit au contraire d'en assurer l'accès à tous.

PLUS D'ÉCOLOGIE? POURQUOI?

Aujourd'hui, l'idée selon laquelle l'écologie est devenue une évidence est répandue. Les voitures sont «écologiques», le shampoing est «bio», le développement est «durable»... L'écologie est politiquement correcte, elle fait vendre. Mais l'écologie n'est pas pour autant devenue une réalité: les conférences mondiales sur le climat ont été incapables de limiter sérieusement la création de pollution atmosphérique, le néolibéralisme a favorisé la délocalisation des activités industrielles les plus polluantes dans les pays où les législations environnementales sont inexistantes et – «sécurité alimentaire» oblige – la tranche de bœuf du supermarché est aujourd'hui emballée dans du sagex et du plastique, dérivés du pétrole. Cer-

tains acquis des années 1980 sont aujourd'hui remis en question. L'année passée, un renouvellement du moratoire sur la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse a ainsi été refusé au terme d'une campagne effrénée des milieux économiques. Or, le moratoire jeté aux orties était une des plus importantes réalisations des mouvements écologistes des années 70 et 80. Impensable, il y a vingt ans!

D'un côté les conséquences peu écologiques de notre mode de vie sont rendues invisibles. D'un autre côté, les acquis environnementaux sont remis en question, lorsqu'il n'ont pas abouti plus simplement à un déplacement pernicieux des problèmes écologiques: pour quelques mètres carrés de centre-

ville débarrassés de leurs voitures, combien d'hectares de zones périurbaines dévastées ?

Même si l'écologie semble être entrée dans les mœurs du 21^{ème} siècle, les changements structurels qui auraient permis à un véritable tournant écologique de se produire se font toujours attendre. Bercés par l'illusion selon laquelle les améliorations techniques régleront les problèmes environnementaux «naturellement», dans un contexte de crise économique interminable, une véritable politique d'incitation écologique semble toujours plus lointaine.

SANS SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, PAS DE TOURNANT ÉCOLOGIQUE

Parce qu'on ne parle pas d'écologie à quelqu'un qui a le ventre vide, parce que la mise en place de politiques écologiques réclame d'importants changements structurels prenant en compte l'intérêt commun, parce qu'on ne développera pas les comportements respectueux de l'environnement par un accroissement du libéralisme et des inégalités, aucun tournant écologique sérieux ne peut être obtenu sans le développement d'une société alternative, capable de socialiser les coûts environnementaux en fonction des capacités économiques.

Pas de socialisme sans écologie, pas d'écologie sans socialisme, donc. L'équation semble simple. Sa concrétisation au niveau politique relève cependant trop souvent de l'incertitude. Un réel programme et une stratégie écologiste et socialiste restent donc largement à construire. Loin des alliances politiques à court terme.

Karine Crousaz

ÉCOLOGIE ET EMPLOI

Dans l'esprit de la plupart d'entre nous, écologie et emploi ne font pas bon ménage. Il paraît évident, pour prendre un exemple concret, que l'industrie automobile fournira toujours plus d'emplois que les transports publics et, à plus forte raison, que les transports individuels non-motorisés (vélo, marche). Si l'on suit cette idée, il existerait une opposition fondamentale entre le socialisme, qui défend l'emploi avant tout, et l'écologie. Or, les quelques études réalisées ces dernières années sur le sujet montrent que la prise en compte d'intérêts écologiques dans les investissements provoque un gain net d'emplois dans certains domaines. L'opposition supposée et confortable entre écologie et emploi commence donc à être remise en cause. La campagne contre l'initiative Avanti a d'ailleurs utilisé un argument de ce type, en indiquant que la réalisation de grands projets autoroutiers était deux fois moins créatrice d'emplois, pour les mêmes sommes investies, que la construction de logements. Se basant sur trois études d'associations écologistes et sur le rapport de l'OCDE sur les transports écologiquement viables, un article récent de *La Revue durable* démontre que l'investissement dans les transports publics et dans la promotion des transports individuels non-motorisés permettrait la création d'emplois dans une proportion au moins égale, voire plus importante, à celle induite par la promotion de l'automobile. A ce gain net d'emplois s'ajoute le fait que les postes créés ne seraient pas délocalisables comme ceux de la construction automobile. Sans même compter les avantages environnementaux d'une telle politique moins favorable aux déplacements en voiture, les aspects sociaux de maintien - ou création - de postes de travail et de qualité de vie urbaine méritent que l'on modifie la manière d'appréhender le binôme écologie et emploi.

Source: La Revue Durable, n° 10 (avril-mai 2004) dossier écologie et emploi.

OL

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Énergie nucléaire: éléments pour un débat politique

La problématique du CO2 monopolise le débat depuis quelque temps, et cela s'est fait sentir lors de la campagne «Sortir du nucléaire» de 2003, durant laquelle les barons de l'électricité ont pu plaider pour une énergie nucléaire sans grande résistance.

Rappelons une caractéristique essentielle des activités nucléaires, civiles ou militaires. Une réflexion à leur égard doit prendre en compte une échelle de temps qui dépasse l'entendement humain. Pour ne prendre qu'un exemple, la demi-vie du plutonium, (un déchet particulièrement nocif, produit par les centrales) est de 24'000 ans. En comparaison, le CO2 rejeté dans l'atmosphère y survit une centaine d'années. La perspective, à courte vue, du réchauffement climatique a donc occulté en partie la question de la gestion des déchets: «on peut attendre pour voir venir». Cette dichotomie divise les milieux sensibles à l'écologie, et offre une belle opportunité de contre-attaque aux milieux pronucléaires, indifférents aux considérations écologiques jusque-là.

L'usage de l'énergie nucléaire pose un nombre important de problèmes: les mesures de sécurité en matière d'utilisation et de stockage des déchets, la gestion centralisée des enjeux nucléaires par une caste de technocrates, le mythe de l'indépendance nationale (en Suisse il n'y a jamais eu de minerai d'uranium, et en France, la dernière mine a fermé il y a peu), la mise sous tutelle de l'OMS par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique... Autant de thèmes à traiter qui déborderaient largement le cadre d'un seul article. Deux points retiendront plus particulièrement notre attention ici: le débat sur le statut des centrales et la question de l'impact sur l'emploi de l'énergie nucléaire.

PUBLIC - PRIVÉ

Une centrale gérée par une entreprise privée est confrontée à un premier dilemme: favoriser la rentabilité au détriment de la

sécurité des installations. Cependant, dans l'optique des lois du marché, la situation est complètement faussée car le secteur nucléaire est hautement subventionné, souvent de manière indirecte et dissimulée. La vérité des coûts est d'autant plus une notion illusoire que les liens entre le civil et le militaire sont inextricables. Cette absence de rentabilité économique se manifeste par le fait que l'industrie nucléaire, grande consommatrice de capitaux, n'attire plus depuis belle lurette les investisseurs privés. A cela s'ajoutent les carences en matière de responsabilité civile (couverture inexistante ou totalement insuffisante) et de provisions pour le démantèlement des centrales et la gestion des déchets à très long terme.

Lors de la campagne LME sur le marché de l'électricité, on a constaté parmi les anti-nucléaires des positions opposées: d'un côté ceux qui prétendent que la libéralisation signifie la mort de l'industrie nucléaire par la cessation du subventionnement; de l'autre côté, ceux qui pensent que le nucléaire n'en deviendra que plus dangereux, puisque la course aux profits conduira inévitablement à des économies en matière de sécurité.

En France, dans le débat sur la privatisation d'EDF, les syndicats, bien conscients des risques de cette technologie («nous serions les premiers à souffrir d'un accident», disent-ils), refusent la privatisation pour les mêmes motifs: la sécurité serait sacrifiée. Aux USA, suite à l'arrêt en catastrophe de la centrale Davis-Besse en 2002, l'autorité régulatrice, financée par les opérateurs sujets aux contrôles, vient d'être fustigée sévèrement par la «cour des comptes» (GAO).

LE SECTEUR NUCLÉAIRE CRÉATEUR D'EMPLOI ?

L'emploi est un argument souvent invoqué par les tenants du nucléaire, particulièrement en France, par les syndicats et le parti communiste, mais aussi par une partie des socialistes. A part le fait que l'on ne saurait légitimer n'importe quoi au nom de l'emploi, l'industrie nucléaire crée relativement peu d'emplois, par rapport à la floraison d'activités engendrées par l'appel aux énergies alternatives et aux économies d'énergie, activités principalement exercées par des PME. Au demeurant, le démantèlement des centrales (cas de Creys-Malville par exemple) et la gestion des déchets exigent de la main d'œuvre pendant de longues années.



EN GUISE DE CONCLUSION...

L'industrie nucléaire est dangereuse, et les conséquences d'un accident majeur sont incalculables, sur le plan de la santé publique comme en termes économiques. Dans la mesure où les centrales et leur cortège de déchets existent, il est largement préférable de garder leur contrôle en mains publiques. La libéralisation des marchés, loin de tuer les centrales, ne ferait qu'aggraver les risques d'accidents.

Eric Peytremann

COMMENT SORTIR DU NUCLÉAIRE

SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES (PARMI D'AUTRES) :

- Énergie hydraulique
- Éoliennes
- Couplage chaleur-force
Ce mode de production d'électricité est associé à la production de chaleur. Il s'agit d'utiliser les excédents de chaleur pour entraîner un groupe turbine-alternateur.
- Géothermie profonde: par injection d'eau froide à 5000 ou 6000 m. de profondeur, et récupération après échauffement, cette eau alimente des maisons en chauffage, eau chaude et électricité (cette dernière par couplage chaleur-force).
- Photovoltaïque.
- Bactéries productrices d'électricité, biogaz.

LES ÉCONOMIES D'ÉLECTRICITÉ

Elles représentent l'équivalent d'un important gisement d'énergie. Quelques exemples:

- Suppression de la «veille» des appareils électriques;
- Moteurs électriques: selon une étude allemande, des milliards d'euros sont gaspillés.
- Pompes électriques sur-dimensionnées, dans le cas des installations de chauffage et d'eau chaude.

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

BayerMonsantoSyngentaSA: OGM en jeu

Qu'il s'agisse de leur diffusion géographique ou du pouvoir exercé par les multinationales qui se partagent ce marché juteux, les semences transgéniques (OGM agricoles) connaissent un développement fulgurant dans les pays du sud.

Introduites au milieu des années 1990 dans l'agriculture nord-américaine, les semences transgéniques (notamment soja, maïs, coton) ont rapidement acquis une importance planétaire. L'enjeu est double. Dans les pays du nord, on se concentre surtout sur des questions liées à la sécurité alimentaire, le maïs transgénique dans le chocolat pour citer un exemple helvétique. Dans les pays du sud où la diffusion et l'emprise de ces semences avancent à un rythme époustouflant (10 millions d'hectares cultivés en 1998, 570 millions en 2002), il s'agit de la soumission brutale de l'immense masse de petits et moyens paysans aux lois capitalistes dictées par quelques multinationales aux noms ésotériques.

MARIAGES EXPLOSIFS

C'est dans les laboratoires de l'américain *Monsanto* – dont le

défoliant «Agent Orange» avait provoqué d'innombrables morts pendant la guerre du Vietnam – que les premières expérimentations sont menées dès le début des années 1980. Rapidement, les autres «grands» de l'agro-chimie se lancent également dans le développement du secteur des biotechnologies.

Mariant agrochimie et biotechnologies, cette branche de l'agro-business, s'accompagne d'un mouvement de concentrations capitalistiques à partir de 1996. Aujourd'hui, quatre multinationales contrôlent presque 100% du marché mondial des semences transgéniques et plus de la moitié de l'agrochimie. La première place revient à l'américaine *DuPont* (3,8 mia. de \$ de chiffre d'affaires en 2002 (+ 0,8 mia. par rapport à 1999) dans l'agro-business dont 2 mia. dans les semences) suivie par *Monsanto*, (4,7 mia. (+

0,7); 1,6 mia.), *Syngenta* (6,2 mia.; 0,9 mia.), entreprise issue de la fusion des branches «OGM» de *Novartis* et d'*AstraZeneca*, ainsi que par la branche «Sciences de la vie» de *Bayer* (4,1 mia. (+ 0,9 mia.); 0,3 mia.), no. 1. de la chimie allemande, qui a repris le secteur agro-business d'*Aventis* (Source : Kimiko Inouye, *Unpacking the Agro Biotech Engines*, Polaris Institute Report, juillet 2003).

MEILLEUR DES MONDES

Les produits de ces entreprises peuvent être divisés essentiellement en deux catégories : les semences transgéniques résistantes aux pesticides et aux herbicides (cf. article page 11) ainsi que les semences dont le cycle de vie est limité à un an.

La première catégorie est constituée par les semences résistantes aux herbicides commerciali-

sées par *Monsanto* («Roundup-Ready») et par *Bayer* («Liberty Link») dont le soja et le maïs transgéniques représentent, en 2000, plus que 70% des surfaces cultivées par des OGM. «RoundupReady» est une semence qui résiste à l'herbicide «RoundUp», produit de... *Monsanto*.

La deuxième catégorie de semences illustre la même logique. «Terminator» ne donne lieu qu'à une seule récolte et ne permet plus aux paysans de retenir une partie de la production en vue du prochain cycle végétal. Le contrôle devient ainsi complet: l'entreprise vend à prix élevé son produit, elle en contrôle l'application et elle enferme les producteurs dans un cercle vicieux en leur enlevant la maîtrise des semences, droit le plus élémentaire en agriculture. Actuellement interdits de commercialisation, ce type de semences continue néanmoins à être développé dans les laboratoires de *Monsanto* et de *Syngenta*.

RÉSISTANCES

Toutefois, malgré l'avancée rapide des OGM dans l'agriculture mondiale, l'opposition ne dort pas. Suite à de multiples pressions, l'Union européenne a formellement interdit la culture de plantes OGM sur son territoire. C'est dans les pays du sud que la résistance est la plus ferme. Ainsi, de l'Inde au Brésil, les petits paysans ont réussi à construire ces dernières années un large front de résistance. *Via Campesina*, organisation et mouvement paysan mondial qui y joue un rôle important se bat contre les effets économiques et écologiques de l'évolution en cours. Au cœur de son combat se trouve une vaste offensive en faveur de l'indépendance alimentaire des pays sous-développés (cf. encadré).

ÉCOLOGIE ET RÉVOLUTION VERTE

L'avènement des OGM dans l'agriculture est l'aboutissement d'un long processus connu sous la désignation «révolution verte». Dans le contexte de la Guerre froide, les stratégies de la politique extérieure américaine d'entente avec quelques fondations privées comme la *Rockefeller Foundation*, avaient impulsé des programmes de recherche sur les semences hybrides et autres techniques agricoles utilisées jusqu'alors exclusivement dans les pays du nord. Objectif: renforcer la sécurité alimentaire des pays – dont notamment l'Inde – suspectés de pouvoir tomber, à terme, sous l'influence communiste à défaut de nourriture suffisante.

Favorisant l'augmentation rapide de la quantité de biens alimentaires produits sur d'immenses surfaces au lieu de mettre en œuvre une réforme agraire visant la distribution des terres aux paysans et la diversité dans la production, la révolution verte fait un usage massif de semences hybrides, d'investissements lourds en machines ainsi que de pesticides et d'herbicides. Alors même que cette stratégie augmente la production à court terme, à long terme elle a des conséquences économiques et écologiques néfastes. D'une part, ce productivisme se concentre sur quelques produits seulement dont une partie importante est souvent destinée à l'exportation, rendant ainsi les pays dépendants d'importations de biens alimentaires jadis cultivés sur place. D'autre part, les monocultures et l'utilisation incontrôlée de l'agro-chimie provoquent très souvent l'érosion de terres anciennement fertiles, rendent les sols stériles et contribuent à l'empoisonnement des nappes phréatiques. L'utilisation des OGM dès les années 1990 s'inscrit dans ce mouvement de pénétration du capitalisme dans les campagnes. En face, le combat international pour l'indépendance alimentaire des pays, pour une répartition équitable des terres et le rejet du capitalisme agraire menée par de nombreuses organisations de petits et moyens paysans s'oppose à cette évolution destructrice.

A lire: John H. Perkins, Geopolitics and the Green Revolution. Wheat, Genes, and the Cold War, Oxford, 1997.

PhMü

Philipp Müller

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Le dessous des OGM

La manipulation génétique des espèces végétales et animales est une technologie immature sans aucun égard pour toutes autres considérations que le profit à court terme. Quatre cultures sont pour l'instant concernées: maïs, sojas, colzas et cotons.

Par Gérard Vuffray, Uniterre.

Sur le plan agronomique, deux caractéristiques ont été développées, seules ou combinées: la tolérance à certains herbicides et la toxicité vis à vis de certains parasites. Dans les deux cas, les effets éventuels sur l'environnement et la santé animale ou humaine ont été le cadet des soucis des entreprises semencières détentrices d'Organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans les deux cas, ces variétés OGM ne présentent aucun progrès agronomique, que ce soit du point de vue qualitatif ou du point de vue de la capacité de rendement quantitative des plantes. Elles représentent par contre un recul de 25 ans dans les méthodes de production, en particulier par rapport à celles qui ont été développées en Suisse, méthodes de production qui ont abouti à la production intégrée, aux prestations écologiques requises, aux rotations de cultures, aux bilans de fumure équilibrés etc.

On sait par exemple déjà que l'utilisation d'herbicides a augmenté après deux ou trois ans de cultures OGM, aux USA pour éliminer les repousses de cultures OGM des années précédentes, devenues à leur tour de super-mauvaises herbes. Diverses espèces de mauvaises herbes ont commencé elles aussi à acquérir des résistances aux mêmes herbicides que les OGM, un résultat qui avait été prédit par beaucoup de scientifiques et de paysans comme conséquence inéluctable de l'arrosage année après année des mêmes cultures avec les mêmes herbicides.

OGM INSECTICIDES, UNE ABERRATION

Quant aux OGM insecticides, ils contiennent dans chacune de leur cellule une toxine supposée éliminer leurs prédateurs, ce qui représente une totale aberration agronomique. Les cultures elles-

mêmes constituent un traitement insecticide massif, préventif et permanent contre des prédateurs, qu'ils soient présents ou non, qu'ils aient dépassé un certain seuil de tolérance ou non. Le résultat garanti de ce type de situation est la sélection rapide de souches d'insectes résistantes à la plante insecticide. La démarche est d'autant plus irresponsable que l'on sait également que des rotations de cultures bien gérées et d'autres techniques permettent de réduire considérablement les menaces de ces parasites.

Un autre risque majeur a été constamment ignoré par les promoteurs des OGM: la contamination des autres cultures par le pollen des OGM, et les contaminations croisées des semences et aliments non OGM tout le long des chaînes de transport, de stockage, de transformation et de distribution de produits alimentaires pour les humains et les animaux à travers la planète. La coexistence de deux filières

parallèles sécurisées OGM et non OGM est un mirage.

LE VÉRITABLE ENJEU: BREVETS ET CONTRÔLE DES MARCHÉS MONDIAUX

En fait, les plantes OGM sont avant tout des brevets, au service d'une poignée d'entreprises agro-chimiques transnationales engagées (cf. article page 10) dans une lutte sans merci pour le contrôle du marché mondial des semences et des produits de traitement des plantes (herbicides, fongicides, insecticides etc).

Évidemment, il a fallu employer les grands moyens pour obtenir le droit de s'accaparer de la propriété exclusive de plantes dont seuls un ou quelques gènes ont été ajoutés à un patrimoine de dizaines ou de centaines de milliers de gènes. La bataille n'est pas encore terminée, puisque la résistance au brevetage des organismes vivants continue à ce jour dans de nombreux pays.

LE MORATOIRE, SEULE DÉCISION RESPONSABLE POUR LA SUISSE

Pour l'instant, une majorité de la population suisse est opposée à la présence d'OGM dans son alimentation et dans l'agriculture. Un moratoire sur l'utilisation d'OGM dans l'agriculture suisse est actuellement la seule réponse à donner à ceux qui tentent d'imposer par tous les moyens l'introduction de cette technologie immature. Dans l'état actuel des connaissances, la Suisse a tout intérêt à jouer l'atout d'une agriculture sans OGM, et à ne pas se laisser abuser une fois de plus par des recettes miracles à très court terme.

L'initiative fédérale pour des aliments produits sans manipulations génétiques qui a été déposée en septembre 2003 passera probablement à la fin 2005 en votation fédérale. Ce sera l'occasion de se prononcer en faveur d'un premier moratoire très modeste de 5 ans sur l'utilisation des OGM dans l'agriculture suisse.

EL EJIDO : UN UNIVERS INSOUPÇONNÉ

El Ejido au sud de l'Andalousie est une ville qui a connu un développement fulgurant : de 1000 habitants en 1980 elle en compte plus de 60000 aujourd'hui. Avec ses 35000 hectares de serres, il s'agit du plus grand centre maraîcher d'Europe, qui approvisionne le nord du continent en tomates, courgettes, poivrons, aubergines tout au long de l'hiver, à des prix qui défient toute concurrence.

Les cultures sont mises en place sur substrat de juillet à septembre et récoltées de décembre à avril. Mille camions quittent chaque jour la région pour les pays du nord. Pesticides et fertilisants sont utilisés massivement sans trop de précaution. L'eau nécessaire à la production est pompée dans la nappe phréatique et toujours plus profondément, à cause de la pollution. C'est une véritable catastrophe écologique.

Sur le plan humain, les conditions de logement et de travail des ouvriers sont inimaginables. La main-d'œuvre est essentiellement marocaine et clandestine. Ces ouvriers sont logés entre les serres, ou sous des serres désaffectées, et vivent dans un état de précarité extrême. Ils sont victimes d'acte de racisme et constituent une main-d'œuvre facilement exploitable de par leur statut. Sans papiers, ils sont mal ou pas payés.

En Suisse, Migros et COOP importent ces légumes que nous consommons durant l'hiver. COOP Naturaplan et MEngagement de Migros sont des garanties de productions respectueuses de l'environnement et socialement correct qui ne concernent pas la production de El Ejido. Nos distributeurs se réfugient derrière le fait qu'ils sont des acteurs trop faibles pour intervenir.

Le consommateur ne veut pas être complice de cette dérive du productivisme. Il veut être informé sur la provenance et les modes de production, afin d'exercer son pouvoir au travers d'un achat éclairé.

Pierrette Rohrbach, Présidente FRC

DOSSIER : VERTS PLUS ROUGES, ROUGES PLUS VERTS ?

Pour un programme de réformes énergétiques

A l'heure où les «barons du courant» prônent la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, la gauche doit mettre en avant une alternative crédible en matière énergétique.

Pendant longtemps, la Suisse se considérait comme une sorte de champion de l'écologie. Sans être entièrement fautive, cette affirmation cache néanmoins le fait que ce pays prend du retard considérable en matière de politique énergétique. En effet, alors qu'en Espagne, au Danemark, en Angleterre, en Suède, en Italie et aux Pays-Bas la sortie du nucléaire est entamée, c'est l'Allemagne qui est la plus avancée. Dans ce pays, la participation de l'énergie éolienne dans la production globale d'énergie a passé de 0,1% en 1991 à 6% en 2003.

ENERGIES RENOUVELABLES: UN AVENIR PROMETTEUR

Et à moyen terme ce chiffre se multipliera par cinq. Dans la mer du nord et de l'est, la construction de centrales possédant une capacité de production de quelque 60'000 Megawatt est en cours – ce qui correspond à 60 fois la capacité d'une centrale nucléaire de la taille de Gösgen. Sur terre aussi, les choses avancent. Ainsi, dans

l'Etat fédéral de Schleswig-Holstein, 50% des besoins en électricité sera assuré par le vent d'ici 2010. L'énergie éolienne est une sensation et grâce à une loi incitative soutenant les énergies renouvelables, le photovoltaïque, l'utilisation de la masse biologique et la géothermie sont aussi en pleine expansion.

QUATRE PAS CONCRETS

L'énergie est un bien public. Rien que pour cela il est vain de penser que l'industrie actuelle sera capable de fournir des propositions d'avenir. Elle défend des intérêts particuliers, couvre en partie un réseau d'amis et s'oriente en fonction du discours d'un petit groupe sectaire. C'est à la gauche de présenter une voie alternative. Voici quatre revendications centrales:

1. *Renforcer les énergies renouvelables.* Il faut que le prix bas et subventionné du courant atomique cesse de péjorer les conditions de l'éolienne dans l'économie électrique suisse. Pour ce faire, la

vérité des coûts par rapport au nucléaire (en tenant notamment compte du stockage des déchets) constitue un élément important. Toutefois, ce qu'il faut surtout, c'est un vaste programme fédéral d'investissements publics. Un tel programme créerait des emplois de qualité et renforcerait l'indépendance électrique du pays. En même temps, il contribuerait également à la baisse des prix des énergies renouvelables, condition indispensable pour ne pas pénaliser les couches populaires dans la consommation.

2. *Les collectivités publiques comme fers de lance du tournant écologique.* Une grande partie de l'économie énergétique est entre les mains de l'Etat. Or, de nombreuses entreprises publiques font comme si de rien n'était et agissent comme des privés. Par un contrôle démocratique accru, ces entreprises doivent devenir les instruments d'une politique énergétique d'avenir: construction de centrales éoliennes et du couplage chaleur-force, promotion de l'efficacité

énergétique, sécurité de l'approvisionnement et politique des prix favorisant le développement des énergies renouvelables.

3. *Utilisation responsable des ressources: un programme d'investissement à part.* C'est une évidence: à l'heure actuelle, les pertes énergétiques liées au mauvais isolement des maisons et des industries sont immenses. Or, les technologies réduisant ces fuites presque à zéro existent. Ce qu'il manque est un effort public de transformation successive de tous les bâtiments selon des standards tels que MINERGIE. Par leurs investissements, les collectivités publiques pourraient à la fois renforcer l'efficacité énergétique.

4. *Exiger le respect de la démocratie.* Dans les mois et années à venir, les adversaires d'une démocratisation de l'énergie et le «lobby» nucléaire multiplieront leurs efforts pour renforcer et pérenniser le nucléaire. S'ils réussissent, les trois points ci-dessus resteront à coup sûr lettre morte. C'est pourquoi la gauche doit revendiquer que tout projet de nouvelle centrale, tout élargissement de l'atomique, soit soumis à une votation populaire.

Un tel programme de réformes structurelles de l'économie énergétique helvétique devra nécessairement reposer sur une large alliance des socialistes, verts, organisations de défense de l'environnement et syndicats.

Philipp Müller

Pour en savoir plus: vous trouverez des textes et documents très intéressants aux sujets des réformes énergétiques à entreprendre sur le site Internet du conseiller national du PS Bâle-Ville, Rudolf Rechsteiner: <http://www.rechsteiner-basel.ch/alleepub/29>.

TAXE SUR LE CO2 ET FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

Les Verts sont favorables à la taxe sur le CO₂, et ils jugent irresponsables les atermoiements du Conseil fédéral quant à sa mise en œuvre. Le constat est irréfutable, la loi est claire: les objectifs du protocole de Kyoto fixant des objectifs clairs en matière de réduction du CO₂ n'étant plus atteignables par des mesures volontaires, il est impératif que la taxe prévue pour 2004 s'applique au plus vite. Le «centime climatique» prôné par l'Union pétrolière pour torpiller n'est qu'une astuce. En voulant prélever une taxe minimale sur chaque litre d'essence consommé, ces promoteurs visent en fait à augmenter leurs ventes de pétrole en Suisse. Elle n'est pas incitative et elle ne changera rien à nos habitudes.

Au contraire, les Verts estiment que la politique énergétique doit être profondément modifiée, non seulement par des investissements massifs en faveur des énergies renouvelables, mais aussi en transférant sur l'énergie la charge fiscale qui pèse actuellement sur les emplois, par les charges sociales et le revenu. Parce que l'énergie est meilleur marché et parce que les coûts secondaires qu'occasionnent les pollutions et les dégradations de l'environnement ne sont pas pris en compte, les entreprises préfèrent faire voyager les marchandises à travers le monde entier que de payer des employés. «Taxer l'énergie et non le travail», c'était le titre d'une initiative populaire des Verts en faveur de la fiscalité écologique, qui a été hélas refusée par le peuple en novembre 2002. L'épuisement des ressources pétrolières et l'évolution du climat exigeront tout de même de telles solutions pour l'avenir.

Anne-Catherine Menétrey-Savary, conseillère nationale, Les Verts

La BCV et le Conseil d'Etat face à ses juges parlementaires

Mars 2003, le Grand Conseil vaudois instituait une commission d'enquête parlementaire (CEP) sur les dysfonctionnements survenus au sein de la banque cantonale vaudoise (BCV). Il s'agissait d'apporter des éclaircissements sur les raisons qui avaient amené l'Etat à devoir renflouer l'établissement pour près de 2 milliards en dix mois.

Par Michel Cambrosio, député socialiste.

Dans son rapport rendu au Grand Conseil, la CEP fustige le comportement des dirigeants de la BCV, qui ont sciemment occulté les difficultés financières de la banque, et constate que le Conseil d'Etat a failli au niveau de sa participation à l'administration de la banque, telle que la loi l'y oblige. Le Conseil d'Etat ne suit pas les conclusions et les recommandations de la CEP. Selon lui, l'Etat n'a pas à participer à l'administration de la BCV. Son rôle consiste pour l'essentiel à définir une politique d'actionnaire et à la faire respecter par la banque. La CEP considère au contraire qu'il est du devoir de l'Etat de s'impliquer d'une manière active dans les choix stratégiques de la BCV, en particulier par le biais de ses représentants au conseil d'administration, tout en se gardant

d'intervenir dans les décisions opérationnelles.

QUELLES MESURES CONCRÈTES?

Sous peu, la CEP proposera au parlement une initiative législative détaillée, ce qui obligerait le Conseil d'Etat vaudois à proposer une nouvelle loi sur la BCV. Certaines propositions, telle la nomination au conseil d'administration d'un fonctionnaire du département des finances ou la possibilité pour le gouvernement de s'opposer à la nomination d'un directeur général, rencontreront l'opposition de la droite et des milieux économiques. Au final, un consensus se fera sur un renforcement du rôle que doivent jouer les représentants nommés par l'Etat au conseil d'administration.

Par contre, la question décisive sera de savoir si ceux-ci doivent rendre compte régulièrement de leur activité à la délégation gouvernementale, à la banque et surtout

aux fonctionnaires du Service d'analyse et de gestion financière (SAGEFI) du département des finances, chargés de suivre les participations de l'Etat dans des entreprises de droit public et de détecter les crises. Enfin, la question du rôle que la BCV doit jouer en matière de taux hypothécaire fera l'objet d'un débat nourri entre gauche et droite. La première souhaitant que l'établissement exerce un réel rôle modérateur, la seconde considérant que les conditions du marché, devenu très concurrentiel dans ce secteur, ne lui laisse plus de marge de manœuvre.

L'AVENIR DES BANQUES CANTONALES...

Reste que le véritable débat portera sur le statut de la BCV dans les années à venir. Banque à capital mixte, celle-ci est traversée d'intérêts divergents. Si l'Etat souhaite que la BCV offre du crédit à toute l'économie vaudoise et assure un développement diversifié, les investisseurs privés souhaitent au contraire un rendement élevé du capital investi, voire que l'activité de la banque s'oriente prioritairement sur certains secteurs. Ces contradictions expliquent la bataille qui devrait avoir

lieu sur le véritable rôle des administrateurs, et en particulier du degré de liberté dont disposent ceux qui sont nommés par l'Etat pour lui rendre des comptes.

Autre enjeu: le cours de l'action. La précédente direction de la BCV a tout fait pour le maintenir à un niveau élevé, de façon à satisfaire les investisseurs mais aussi pour motiver le personnel de la banque qui peut souscrire des parts de l'entreprise à un taux préférentiel. Il est intéressant de constater que sur vingt-quatre banques cantonales seules huit sont à capital mixte, comme Berne et Genève qui ont aussi connu des situations catastrophiques ayant rendu nécessaire une intervention massive de l'Etat. Beaucoup estiment désormais que les solutions mixtes n'ont plus d'avenir et que s'agissant de la BCV celle-ci devrait être rachetée par l'Etat ou, au contraire, que ce dernier devrait se débarrasser de sa participation, quitte à la remplacer par un fonds d'investissement pour les entreprises. Reste à la gauche vaudoise de s'interroger sur ce qu'elle attend de l'Etat en matière économique et du type d'instruments financiers dont il doit se doter pour réaliser sa politique.

VALAIS: CRÉATION DU CENTRE D'ÉTUDES SOCIALISTES

Contribuer au débat sur la redéfinition d'un projet socialiste démocratique alternatif au capitalisme, diffuser des idées socialistes pluralistes et participer à la formation au profit de diverses organisations et d'un large public, étudier le passé pour mieux réfléchir à l'avenir, tels sont les objectifs du Centre d'Etudes socialistes, dont l'assemblée constitutive s'est tenue à Sion le 12 juin 2004. Bien qu'il s'agisse d'une association, à membres individuels et collectifs, indépendante du PS, le Centre a reçu encouragement et soutien d'un grand nombre de membres du PSVR et sera sans doute appelé à travailler souvent avec lui. Le Centre est animé par un groupe permanent de trois enseignants en sciences humaines: Jean-Marie Meillard, Jérôme Meizoz et David Schöpfer. Il offrira des cours et organisera des conférences et des colloques. Ses activités auront lieu à son siège de Sion, mais il pourra aussi, sur demande, intervenir partout où il pourrait être utile, par exemple pour des journées de formation.

pour le Centre d'Etudes socialistes, Jean-Marie Meillard
(jmmeillard@omedia.ch)

APRÈS LE LIVRE, LES PRODUITS DÉRIVÉS...



Nicaragua: une autre conception de la solidarité

Suite au triomphe sandiniste du 19 juillet 1979, des dizaines de comités et d'organisations de solidarité sont nés en Suisse. Ceux-ci percevaient l'expérience nicaraguayenne comme une alternative viable et un autre modèle de développement. Vingt-cinq ans plus tard, il faut s'interroger sur ce qu'il reste de cette solidarité.

Par Sergio Ferrari,
collaborateur d'E-Changer.

Au milieu des années 1970, l'Amérique latine attirait l'attention par la violence des coups d'états militaires qui s'y succédaient sans cesse. Le putsch en Uruguay du 27 juin 1973, la chute d'Allende au Chili en septembre puis le coup d'Etat argentin de mars 1976 ensuite, provoquèrent une nouvelle vague de solidarité, renforcée par les milliers de réfugiés politiques latino-américains arrivés en Europe. Cette solidarité était notamment marquée par la dénonciation et la résistance alors que la défense des droits humains se trouvait au cœur de la logique solidaire de cette époque.

Enfin, l'insurrection sandiniste de juillet 1979 propagea le nom – quasi-inconnu jusqu'alors –

du Front Sandiniste de Libération Nationale à travers toute la planète et forgea un nouveau concept d'internationalisme, qui fit des émules en Amérique centrale, affermissant les mouvements de guérilla au Salvador et au Guatemala.

LES CAUSES DE LA SOLIDARITÉ

Cette explosion de solidarité fut le résultat de la nature du sandinisme, de son programme ample, de la rhétorique humaniste-humanisante de ses principaux dirigeants. «La solidarité internationale est la tendresse entre les peuples»: tel devint le slogan d'un mouvement d'une ampleur inconnue jusqu'alors. De nombreuses couches sociales de toute la planète et diverses générations se retrouvèrent dans la vision créative proposée par le sandinisme: économie mixte, plura-

lisme politique, non-alignement international et ample participation populaire. C'était un modèle attractif et nouveau de solidarité constructive qui émergeait et qui ne cessa pas lorsque l'administration Reagan déclara la guerre au sandinisme en 1983-84.

En 1979, des dizaines de comités de soutien se constituèrent en Suisse – presque un pour chaque ville. Des centaines de groupes et de «brigades de reconstruction» se rendirent et travaillèrent au Nicaragua dans les années suivantes, faisant de ce pays un lieu particulier de concentration de forces.

LA DÉROUTE DÉMOBILISATRICE

La déroute électorale inattendue du FSLN en 1990, la perte de l'appareil d'Etat et l'inat-

tention du sandinisme à l'égard de ses «alliés extérieurs» créèrent une crise de la solidarité internationale après la chute du mur, et alors que les ténors de la «pensée unique» visaient à imposer la soi-disant «fin de l'histoire» comme vérité absolue du nouveau monde unipolaire dominé par les Etats-Unis.

La solidarité avec le Nicaragua en particulier et avec l'Amérique centrale en général ne se redynamisa qu'à partir de l'irruption du mouvement zapatiste en janvier 1994 sur la base cette fois de nouveaux concepts et de sa proposition de résistance planétaire.

L'ALTERMONDIALISME COMME NOUVELLE EXPRESSION DE SOLIDARITÉ

Même si quelques comités, des organisations non gouvernementales (ONG) ou des groupes chrétiens, avaient maintenu fidèlement leur soutien au Nicaragua, au Salvador ou au Guatemala, la nouvelle logique d'internationalisation de la résistance mit le concept de solidarité avec un pays, une région ou un processus en particulier hors jeu. Le global comme catégorie de réflexion et d'action politique – au Nord comme au Sud – se consolida rapidement. Et plusieurs des anciens acteurs ou promoteurs de la solidarité des années 70 et 80 choisirent de promouvoir et de développer le mouvement altermondialiste en gestation.

Ce fut donc un saut qualitatif d'une signification importante. En remettant en question la solidarité unidirectionnelle – d'un acteur solidaire à un acteur révolutionnaire – on préconise aujourd'hui l'importance décisive d'initiatives communes, horizontales et partagées pour s'opposer au système unique de marché globalisant et hégémonique.

LE SANDINISME AUJOURD'HUI

25 ans après le triomphe révolutionnaire et 14 ans après la déroute électorale, le FSLN existe toujours ainsi que différents courants sandinistes auxquels se réfèrent des milliers de militants. Il faut cependant constater que la crédibilité d'un certain nombre de dirigeants sandinistes est fortement entamée. En effet, au moment de la passation du pouvoir en 1990, ces derniers s'étaient octroyés la propriété de maisons particulières tout comme d'autres faveurs personnelles ternissant aujourd'hui l'image du parti.

Le Front sandiniste, en tant que parti électoral est aujourd'hui une structure verticale rassemblée autour de dirigeants historiques (menée par l'ex-président et toujours secrétaire général Daniel Ortega). Il contrôle environ 25% de l'électorat. Son action politique est construite en perspective des élections municipales de novembre prochain. Selon la conviction de ces dirigeants, un succès du Front lors de cette échéance faciliterait une victoire aux présidentielles de 2006.

Hors du parti, de nombreuses personnalités prestigieuses de diverses tendances se réclament du sandinisme. Presque sans exception, elles reconnaissent que ce fut durant la période sandiniste que les secteurs populaires atteignirent le niveau le plus élevé de conscience et d'organisation. Et qu'il semble impossible d'imaginer un changement fondamental de structure dans ce pays hors du sandinisme. Ainsi en est-il par exemple de la grande majorité des promoteurs et dirigeants des mouvements sociaux de protestation contre la faim dans les campagnes, contre la privatisation de l'eau, en faveur d'une formation universitaire décente, etc.

Des milliers de sandinistes complètent ce tableau. Acteurs quotidiens; électeurs anonymes; participants à toutes les manifestations sociales; pour eux, le sandinisme, vécu à la marge des structures formelles, est le nom qui symbolise au Nicaragua la résistance au néolibéralisme et une option électorale valable.

Réd.

Voyage en BD dans la Corée de Kim Jong Il

Le régime stalinien de Kim Jong Il domine un pays exsangue, où la famine sévit de façon chronique depuis une dizaine d'années. Pour obtenir des devises, le «grand leader» a cependant accepté d'entrouvrir la porte à quelques entreprises occidentales qui peuvent ainsi y sous-traiter une partie de leur production. C'est ainsi que Guy Delisle s'est retrouvé envoyé par TF1 à Pyongyang pour y surveiller le travail d'une industrie chargée de réaliser les «intervalles» des dessins animés: une fois les images principales d'un scénario réalisées à Paris, des dizaines de «petites mains» nord-coréennes sont chargées à Pyongyang de copier et recopier les images intercalaires.

C'est l'expérience de son étrange séjour dans le pays le plus fermé du monde que Guy Delisle raconte dans une belle BD de 176 planches noir blanc. Dévoilant l'ab-

surdité paroxystique du totalitarisme, son récit à la fois triste et attachant nous promène dans l'univers feutré des grands hôtels réservés aux expatriés et dans les musées à la gloire du «cher dirigeant». Là, l'extrême dureté du régime se manifeste en creux et les plus petits événements prennent une signification politique d'une ampleur insoupçonnée: son interprète ayant souhaité lire un livre en français, Delisle lui prête de bon cœur le célèbre 1984 d'Orwell. Quelques jours plus tard, celui-ci le lui rend assez paniqué en feignant de ne pas avoir lu ni apprécié l'ouvrage...

Plus qu'un récit de voyage, *Pyongyang* est un vibrant plaidoyer en faveur de l'universalité des droits démocratiques élémentaires.

OL

Guy Delisle, Pyongyang, Ed. L'association, 2003.

EN BREF

Michel Zendali et le 24ème caractère

Cher Michel, merci! Oui, merci d'avoir cité *Pages de Gauche* dans ton éditorial du *Matin Dimanche* du 20 juin dernier. Merci d'avoir lu les 23 caractères, espaces compris, du titre de notre dossier sur le football: Mais de qui se foot-on? Un dossier derrière lequel tu as décrypté le propos «de marxistes les plus résolus» qui «eux aussi succombent au charme» du football. Mazette, tes combats d'antan à l'extrême gauche ont fait de toi une fine mouche... Que tu n'aies pas eu la place d'écrire dans tes 3000 caractères du dimanche que le football qui nous charme est celui des lieux collectifs, là où se nouent solidarité et convivialité, et non le football business des grands médias, est une très grande surprise. Par ailleurs, le 24ème caractère de notre dossier se trouve en page 5 du numéro de juin. Il faut savoir tourner la page.

YS

APRÈS DES HOMOSEXUELS, NOËL MAMÈRE VEUT MARIER DES PRÊTRES!



EN BREF

Amour et littérature: tout du toc!

Martin Suter adore jeter ses héros dans des situations malsaines. C'est ainsi, et le tour est à David. Epris de Marie, une jeune étudiante folle de littérature, David, serveur de son état dans un lounge bar zurichois ne trouve rien de mieux que de s'accaparer le manuscrit d'un autre pour approcher celle que son cœur réclame. Sans surprise, le joujou extra fait crac boum hu. Marie tombe amoureuse des lignes d'un autre, donc de David. Mais Marie a de la suite dans les idées et envoie le manuscrit à un éditeur allemand. La valeur marchande du produit éclate aux yeux dudit éditeur. David signe. La jolie histoire continue – best-seller, célébrité et remise de tablier pour David – mais elle se corse aussi pour lui: faut-il avouer ou se taire?

Autour de cette lancinante question, Martin Suter distille – et c'est là la si appréciée marque de fabrique de ses romans – toute une série de moments cocasses et bien souvent assassins pour ceux ou celles qui en sont l'épicentre. Les scènes dans le bar branché où David officie sont un modèle du genre. Nos condoléances à ceux ou celles qui s'y retrouveraient. Mais le milieu littéraire n'est pas en reste lorsque David part en promotion. Comme toute autre industrie, le livre ça se vend et charge à l'auteur d'en assurer le service après vente. Conclusion: la foire du Livre de Francfort ressemble au Salon de l'Auto de Genève, même si l'on parle «culture». Et toc.

Yves Steiner

Martin Suter, Lila, Lila, Christian Bourgois Éditeur, Paris, 2004.

Ils l'ont dit...

Renaud Gautier, député libéral à Genève, regrette la bonne vieille gauche d'antan: «Toute courageuse et progressiste qu'elle ait pu être par le passé, la gauche est devenue aujourd'hui un modèle de conservatisme». En résumé, la gauche est devenue conservatrice parce qu'elle défend les acquis que son courage lui a permis d'obtenir.

ficultés». C'est vrai que blanc bonnet ou bonnet blanc, c'est très différent.

Heureusement que d'autres ont le regard tourné vers l'avenir. Par exemple, François Longchamp, président du Parti radical genevois: «Le discours conservateur agrarien est l'antithèse de nos propositions audacieuses pour vaincre les dif-

On laissera le mot de la fin à Oskar Freysinger, conseiller national UDC: «L'homme nouveau n'ayant pu être créé par la violence, dans la forge des goulags, il sera créé par l'effet conjugué d'une sauce culturelle insipide et un légalisme outrancier se substituant à la politique en clouant le bec à tous ceux qui refusent la tiédeur paralysante destinée à préparer le terrain du contrôle planétaire par les détenteurs de la vérité unique». M. Freysinger a vraiment besoin de vacances.

Alexandre Mariéthoz

Albert Einstein

«Il y a toujours eu un contraste bizarre entre mon sentiment passionné de la justice sociale, de la responsabilité sociale, et le fait que je n'ai pas un besoin accentué de contact direct avec d'autres êtres ni avec les communautés humaines. Je n'ai jamais appartenu sans réserve à mon pays, à ma maison, à mes amis, ni même à ma famille la plus proche.»



Albert Einstein, physicien allemand naturalisé américain (1879-1955), Prix Nobel de la paix en 1921.

AGENDA

5 août

Manifestation antinucléaire. Pendant la réunion de la Conférence du Désarmement, Américains et Français reprennent des recherches sur les armes... – Organisation: Bureau International de la Paix. 10h00 - 12h00, Place des Nations, Genève.

6 – 9 août

Jeûne international en souvenir des destructions de Hiroshima et Nagasaki.

14 août

Manifestations de l'Initiative des Alpes – Feux dans les Alpes. Feux à Feldkirch – Feux à Thusis – Fête et danse sur l'alpage de Riederalp.

28 août

Assemblée des délégué-e-s – Les Verts. Winterthur.

4 septembre

Forum Cinfo 2004. «S'engager dans la coopération internationale: manifestation avec plus de 80 organisations et institutions». Un forum pour découvrir les possibilités de s'engager professionnellement ou bénévolement en faveur du développement – Organisation: Déclaration de Berne. 10h00 - 16h00, Palais des congrès, Bieme.

4 – 5 septembre

Séminaire d'été du Parti Socialiste Vaudois. Avenches

9 – 12 septembre

Université d'été d'ATTAC-Suisse.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles vertes...

«Je ne vois pas le parti écologiste comme un parti de niche, défendant des positions radicales et idéologiques, mais comme une force large et pragmatique [...] voulant influencer le cours des choses. [...] Ces dernières années d'importants représentants des verts – même le président Ruedi Baumann – ont répété que nous étions plus radicaux que le PSS, les seuls qui osent dire des choses radicales. Pour moi ce n'est pas la bonne stratégie! Je pensais déjà en 1983 que le parti écologiste ne devait pas reprendre l'héritage du POCH ou du Parti du travail.»

Bernard Pulver, membre fondateur du PES et secrétaire général de 1987 à 1995.

«Je ne réfléchis plus à l'intérieur d'un schéma gauche-droite depuis longtemps. [...] Quand quelque chose correspond à mes convictions personnelles, je le soutiens, sans me poser la question de savoir quelle fraction politique le défend.»

Verena Diener, membre fondatrice du PES, conseillère d'état Zurichoise.

«Ainsi donc, les écologistes suisses veulent sauver la planète des effets du réchauffement climatique en instau-

rant, dans la minuscule Suisse, une taxe de un franc par litre de carburant consommé par les véhicules automobiles. But: inciter les usagers du transport individuel à prendre le train. On remarquera en passant combien les Verts ignorent superbement tous ceux qui ne disposent pas d'un transport collectif, notamment les habitants des régions périphériques et de montagne.» [Qui c'est qui s'attaque aux transports régionaux? Hein?]

Economiesuisse, communiqué de presse 28 août 2003.

L'AVS et ses prestations complémentaires constituent aujourd'hui déjà une garantie d'existence fiable pour les seniors. Il existe par contre de grandes inégalités dans le deuxième pilier. Tandis que les personnes travaillant à temps partiel et celles qui gagnent peu sont défavorisées, des personnes à haut revenu peuvent accumuler des fortunes sans payer d'impôt. Les Verts demandent en conséquence une réforme du deuxième pilier. De plus, la retraite doit pouvoir se prendre à la carte et ainsi s'adapter à la réalité sociale.

PES, position sur le travail et la sécurité sociale.